



## **BULLETIN D'INFORMATION DE L'UNION RÉGIONALE EST CGTR**

Le 3 juillet 2018

### **LE LIVRE BLEU DE MACRON : UNE PANOPLIE DE MESURES FAVORABLES AU PATRONAT ET DE MAUVAIS COUPS CONTRE LES TRAVAILLEURS DES DOM !**

Plusieurs annonces ont été faites hier, lundi 2 juillet par la ministre des Outre-Mer, Annick Girardin, concernant la politique financière et fiscale que le gouvernement entendait mener ces prochaines années dans les territoires français ultramarins, programme consigné dans un document intitulé le « Livre bleu ».

Lors d'un discours tenu en Guyane en octobre 2017, le président de la République, Emmanuel Macron avait déclaré qu'il voulait que s'ouvre « une nouvelle page entre l'État français et l'ensemble des territoires ultramarins » et promis « des décisions fortes ».

Eh bien les premières mesures dévoilées à Paris auront en effet un fort impact destructeur sur le niveau de vie de la population laborieuse de la Réunion et particulièrement pour la classe ouvrière.

Macron a l'intention en effet de mettre fin à l'abattement de 30 % de l'impôt sur le revenu en vigueur dans le département. Cette mesure aura pour conséquence immédiate une augmentation de 30 % de cet impôt pour ceux qui le paient déjà, mais aussi l'imposition de dizaines de milliers d'autres familles qui ne le payaient pas.

Nous n'avons pas pu faire le calcul en détail, mais il est probable que les travailleurs payés au Smic, qui étaient exonérés d'impôts sur le revenu, seront dorénavant imposables.

Cette mesure se traduira donc par un prélèvement important sur les revenus de dizaines de milliers de travailleurs pauvres et une détérioration de leur situation financière.

Macron a aussi déclaré qu'il fallait « sortir de la surrémunération des fonctionnaires des DOM ». L'État pourrait récupérer par cet autre biais quelques dizaines de millions d'euros supplémentaires.

Et pour ne pas changer cette manne servirait, une fois n'est pas coutume, à engraisser toujours les plus riches.

Macron a en effet annoncé comme mesures complémentaires la création d'un fonds exceptionnel d'investissement de 280 millions d'euros (de nouveaux marchés en vue pour le patronat) et d'un autre fonds de 400 millions d'euros pour aider les employeurs !

Il s'agit comme on le voit, ni plus ni moins, pour le gouvernement, que de prendre l'argent des travailleurs pour le donner au patronat.

L'Union Régionale Est dénonce tous ces mauvais coups en préparation contre les travailleurs. Les militant(e)s de la CGTR doivent informer le plus largement possible les salariés de ce qui se trame contre eux et les préparer à la riposte !

### **ÇA GAZE... POUR LES CAPITALISTES ET POUR L'ÉTAT !**

Les majors du pétrole sont en train de faire remonter les cours des produits pétroliers en organisant artificiellement la pénurie de ces produits sur les marchés. Résultat : le cours du brut a augmenté de 50 % en quelques mois. Il faut donc s'attendre à une remontée de l'essence et du gasoil les mois prochains.

Dans l'immédiat, c'est le prix de la bouteille de gaz qui est relevé de 68 centimes au 1er juillet. Il passe de 17,14 € à 17,82 €.

Par cette simple opération, Total, Shell, Engen et l'État vont nous soutirer plusieurs millions supplémentaires.

### **PARCOURSUP : UN SYSTÈME INJUSTE !**

Depuis le 22 mai les lycéens ont commencé à recevoir dans leur boîte mail les premières réponses des établissements universitaires à leurs candidatures postbac.

Les élèves reçoivent pour chacun de leur souhait, quatre réponses possibles : « oui », « non » (pour les cursus sélectifs), « oui mais » (l'élève n'est accepté que s'il accepte un module de remise à niveau), ou « en attente ». Les dossiers étant pour la plupart « classés » par notes, les plus brillants reçoivent depuis le 22 mai des propositions d'admission.

**La CGTR Union Régionale Est 4 bis rue Raymond Barre - 97470 Saint Benoît**

Tél. : 0262 50 14 49 - Fax : 0262 50 53 68

Ils devront soit accepter la place, soit la « réserver » en attendant d'autres réponses, soit la « lâcher » pour permettre à d'autres d'en bénéficier.



À l'inverse, les lycéens ayant des dossiers scolaires moins solides, risquent de recevoir, en guise de réponse, « en attente ». Leur chance de la voir se transformer en « oui » dépendra des désistements des futurs étudiants mieux classés.

Cette situation d'attente et d'incertitude génère, selon l'association des parents d'élèves FCPE, une véritable angoisse pour les élèves et les parents.

Cette réforme actuelle de l'université, abusivement appelée « orientation et réussite des étudiants » (ORE) est censée lutter contre les erreurs d'orientation des étudiants.

Mais en fait, ParcoursSup non seulement va laisser sur le carreau de nombreux lycéens, mais va renforcer la sélection par l'argent, la concurrence entre établissements, le développement d'un secteur privé de l'enseignement

supérieur.

Pour la CGTR, cette réforme va aggraver le sort des jeunes de familles des classes populaires qui n'avaient déjà pas les moyens financiers de leur permettre de poursuivre leurs études pour la plupart.

Que vont devenir ces jeunes dans une île où 60% d'entre eux (entre 25 et 30 ans) sont déjà au chômage ?

La CGTR dénonce ce système qui favorise l'élitisme et revendique que l'État mette les moyens nécessaires pour que les jeunes aient leur chance d'accéder aux filières qui les intéressent en créant le nombre de places suffisants dans l'enseignement supérieur, en créant de nouveaux locaux, y compris administratifs et techniques, en recrutant les enseignants qui manquent.

## **QUAND LES DIRIGEANTS DES PAYS RICHES ARMENT LES DICTATEURS DES PAYS PAUVRES CONTRE LEURS PROPRES PEUPLES**

Dans son édition datée du 2 juillet 2018, le site d'information Africanews fait état de la dénonciation par la Ligue Internationale des Droits de l'Homme et de nombreuses ONG de la livraison d'armes par la France au régime dictatorial du président égyptien Al Sissi en ces termes :

« Paris a livré au Caire des armes de guerre (de 2010 à 2016 les ventes sont passées de 39,6 millions à 1,3 milliard d'euros, assurent les ONG) mais aussi les logiciels et le matériel informatique permettant «la mise en place d'une architecture de surveillance et de contrôle orwellienne, utilisée pour briser toute velléité de dissidence et de mobilisation».

Le rapport cite notamment «des technologies de surveillance individuelle, d'interception de masse, de collecte des données individuelles et de contrôle des foules (...) qui ont conduit à l'arrestation de dizaines de milliers d'opposants ou de militants».

«Si la révolution égyptienne de 2011 avait été portée par une génération Facebook ultra-connectée ayant su mobiliser les foules, la France participe aujourd'hui à l'écrasement de cette génération via la mise en place d'un système de surveillance et de contrôle visant à écraser dans l'oeuf toute expression de contestation», a accusé Bahey Eldin Hassan, directeur du CIHRS ».

La répression menée par Al Sissi frappe en particulier les travailleurs qui luttent contre la hausse des prix récente des produits de première nécessité que sont le pain, l'huile et les carburants.

Ces hausses de prix sont organisées par les grandes puissances, dont la France, provoquant la colère des masses misérables des pays sous-développés et c'est avec les armes fournies par ces grandes puissances que les régimes de ces pays pauvres répriment leurs travailleurs. Ces livraisons d'armes doivent cesser !

**Chaque mardi, de 18 heures à 19 heures 30, l'Union Régionale Est de la CGTR organise en son local une réunion d'information et de discussion sur les problèmes rencontrés par les travailleurs. Venez nombreux !**

**La CGTR Union Régionale Est 4 bis rue Raymond Barre - 97470 Saint Benoît**

Tél. : 0262 50 14 49 - Fax : 0262 50 53 68